

Avant-projet de décret portant assentiment au protocole, fait à New Delhi le 9 mars 2017, modifiant la Convention et le protocole entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter la Double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signés à Bruxelles le 26 avril 1993

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

La Ministre-Présidente, chargée des Relations internationales, est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Le Protocole, fait à New Delhi le 9 mars 2017, modifiant la Convention et le Protocole entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signés à Bruxelles le 26 avril 1993, sortira son plein et entier effet ;

Bruxelles, le

Pour le Gouvernement de la Communauté française



La Ministre-Présidente,

Avant-projet de décret portant assentiment au protocole fait à New Delhi, le 9 mars 2017, modifiant la Convention et le protocole entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter la Double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signé à Bruxelles le 26 avril 1993.

Exposé des motifs

Le dossier d'assentiment concerne le Protocole, fait à New Dehli le 9 mars 2017 (ci-après "le Protocole"), modifiant la Convention et le Protocole entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signés à Bruxelles le 26 avril 1993 (ci-après "la Convention").

A. Contexte général

Le présent Protocole modifie la Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, conclue le 26 avril 1993 entre la Belgique et l'Inde. La Convention de 1993 a été approuvée par la loi du 21 avril 1997 et est entrée en vigueur le 1er octobre 1997.

Le Protocole fait partie des plus de 40 traités signés à ce jour par la Belgique afin de mettre en œuvre la norme OCDE en matière de transparence et d'échange de renseignements (sur demande), à laquelle la Belgique adhère depuis 2009.

Le Protocole aligne l'échange de renseignements prévu par la Convention de 1993 sur les dispositions du Modèle de convention OCDE. Il permet donc l'échange de renseignements bancaires et élargit l'échange de renseignements aux impôts de toute nature et dénomination perçus pour le compte des États contractants, mais aussi de leurs subdivisions politiques et collectivités locales. À la demande de l'Inde, le Protocole aligne également les dispositions de la Convention de 1993 relatives à l'assistance au recouvrement sur la dernière version du Modèle de convention OCDE.

En outre, il faut souligner que la Convention Multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe permet également d'échanger des renseignements fiscaux avec l'Inde conformément à la norme internationale.

Par ailleurs, l'Inde s'est engagée, tout comme la Belgique, à échanger de manière automatique des renseignements financiers conformément au « Common Reporting Standard». Cet échange automatique de données est réglé par l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers du 29 octobre 2014, signé tant par la Belgique que par l'Inde. Cet Accord prévoit que la Belgique et l'Inde commencent à échanger des données de manière automatique à partir de septembre 2017.

B. Contenu

Les dispositions du Protocole sont en grande partie inspirées de celles du modèle standard belge et du Modèle de convention OCDE. Les principales dispositions du Protocole sont brièvement commentées ci-après.

Commentaires des articles

1. Article 1 du Protocole

L'Article 1 du Protocole adapte la définition d'"autorité compétente" en ce qui concerne la Belgique et ajoute une définition de l'expression "questions fiscales pénales".

Autorité compétente

En raison du caractère mixte du Protocole, les ministres des Finances des gouvernements des Régions et des Communautés, comme le ministre des Finances du gouvernement fédéral, sont compétents selon le contexte.

La définition spécifie que, selon le type d'impôt concerné par la demande de renseignements ou d'assistance au recouvrement, c'est le ministre des Finances du gouvernement fédéral, d'une Région ou d'une Communauté qui est considéré comme l'autorité compétente.

Affaires fiscales pénales

L'ajout d'une définition de l'expression « affaires fiscales pénales » est lié à l'entrée en vigueur du Protocole en matière fiscale pénale (voir ci-dessous).

2. Article 2 du Protocole

L'Article 26 de la Convention, modifié par l'article 2 du protocole, est adapté en substance sur la base du texte du Modèle de convention OCDE en matière d'échange de renseignements. Grâce à cette modification, la Convention est, sur ce point, désormais conforme à la norme internationale d'échange de renseignements fiscaux (sur demande).

Le nouveau paragraphe 1 permet dorénavant d'échanger les renseignements « vraisemblablement pertinents » pour l'application de la Convention elle-même ou de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des deux États, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales.

La notion de « renseignements vraisemblablement pertinents » remplace celle de « renseignements nécessaires » pour l'exécution des dispositions de la Convention ou pour l'application ou la mise en œuvre de la législation fiscale. Ceci a pour but d'assurer un échange de renseignements en matière fiscale qui soit le plus large possible tout en indiquant clairement qu'il n'est pas loisible aux États contractants « d'aller à la pêche aux renseignements » ou de demander des renseignements dont il est peu probable qu'ils soient pertinents pour élucider les affaires fiscales d'un contribuable déterminé. Le fait que la pertinence réelle des renseignements ne peut être déterminée qu'après réception de ceux-ci par l'État requérant ne constitue pas une raison suffisante pour que l'État requis soit dispensé de l'obligation de les fournir. Il suffit généralement que des motifs sérieux permettent de penser que ces

renseignements sont pertinents en vue de déterminer, établir, appliquer ou percevoir un impôt visé par le présent Protocole.

Le nouveau paragraphe 1 couvre, en outre, les « impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales ».

En ce qui concerne la Belgique, le nouvel article 26 vise donc tous les impôts, quelle que soit leur nature ou leur dénomination, perçus par l'État fédéral et par les autres niveaux de pouvoir. En complément du modèle standard belge et du Modèle de convention OCDE, il est précisé qu'il convient d'entendre également par le terme « renseignements » « les documents ou copies certifiées des documents ».

Le nouveau paragraphe 2 reprend les dispositions relatives à la confidentialité des renseignements qui, pour l'essentiel, étaient déjà contenues dans le paragraphe 1 de l'article 26 de la Convention.

La manière dont les renseignements reçus par un État sont tenus secrets est en principe déterminée conformément aux règles en vigueur pour les renseignements obtenus par cet État en application de sa législation interne.

Il est stipulé que les personnes et autorités auxquelles les renseignements peuvent être communiqués ne sont habilitées à en faire usage qu'en vue de l'exercice de leur mission. Elles sont toutefois autorisées à révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

Les renseignements reçus par un État peuvent être communiqués à des personnes ou autorités autres que celles mentionnées ci-dessus et être utilisés à d'autres fins lorsque cette possibilité est prévue par la législation des deux États et si l'autorité compétente de l'État qui fournit les renseignements autorise cette communication.

Le paragraphe 3 est analogue au paragraphe 3 de la Convention et traite de certaines limitations à l'échange de renseignements en faveur de l'État requis. L'État requis n'est notamment pas obligé de fournir des renseignements qu'il ne pourrait pas obtenir pour son propre usage sur la base de sa législation ou dans le cadre normal de sa pratique administrative.

Sur la base du nouveau paragraphe 4, l'État requis doit utiliser les moyens dont il dispose en matière de collecte de renseignements pour obtenir les renseignements demandés, même si ceux-ci ne sont utiles qu'à l'autre État. Ce nouveau paragraphe n'engendre aucune obligation nouvelle pour la Belgique car la pratique belge, comme celle de la plupart des États membres de l'OCDE, était déjà conforme à ces règles.

Le paragraphe 5 permet l'échange de renseignements spécifiques, notamment des renseignements bancaires, alors même que la législation fiscale ou la pratique administrative d'un État contractant n'autorise pas la collecte et la fourniture des renseignements en question.

L'échange de renseignements fiscaux, tel que visé dans le présent article, peut s'effectuer tant sur demande que de manière automatique ou spontanée. Avant de pouvoir échanger des renseignements de manière automatique, les autorités compétentes doivent cependant s'accorder sur la portée et les règles d'application d'un tel échange.

L'échange automatique des renseignements financiers est réglé hors du cadre de la Convention par la conclusion d'un accord (administratif) multilatéral basé sur la Convention Multilatérale concernant

l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe. L'Inde et la Belgique ont signé cet Accord (administratif) multilatéral et se sont engagées à échanger des renseignements financiers de manière automatique à partir de septembre 2017.

Malgré le fait que le champ d'application du Protocole comprenne les impôts perçus pour le compte des différents niveaux de pouvoir (État fédéral, régions et communautés), la communication avec l'Inde s'opérera via un point de contact unique (central). L'organisation et le fonctionnement concret de ce point de contact, ainsi que la coopération entre ce point de contact et les différents niveaux de pouvoir concernés font l'objet d'un accord de coopération (*Accord de coopération du 27 mars 2017, Moniteur belge du 30 juin 2017*). Cet accord de coopération concerne non seulement l'échange de renseignements réglé dans le cadre d'un traité bilatéral, mais également celui régi dans le cadre de la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et dans le cadre de la Convention Multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe du 25 janvier 1988.

3. Article 3 du Protocole

L'article relatif à l'assistance au recouvrement qui remplace l'ancien article de la Convention en la matière est quasi identique à la disposition de modèle standard belge. L'assistance au recouvrement n'est pas limitée aux impôts énumérés à l'article 2 de la Convention, mais s'étend aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants, de leurs subdivisions politiques ou collectivités locales.

Malgré le fait que le champ d'application de la Convention comprenne les impôts perçus pour le compte des différents niveaux de pouvoir (État fédéral, régions et communautés), la communication avec l'autorité compétente de l'Inde s'opérera via un point de contact unique (central). L'organisation et le fonctionnement concret de ce point de contact, ainsi que la coopération entre ce point de contact et les différents niveaux de pouvoir concernés font l'objet d'un accord de coopération (*Accord de coopération du 26 février 2014, Moniteur belge du 24 avril 2014*). Cet accord de coopération concerne non seulement l'assistance au recouvrement réglée dans le cadre d'un traité bilatéral, mais également celle régie dans le cadre de la directive 2010/24/UE concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures et dans le cadre de la Convention Multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe du 25 janvier 1988.

4. Article 4 du Protocole

L'article 4 fixe l'entrée en vigueur et la prise d'effet des nouveaux articles.

Selon le paragraphe 1, chaque État contractant notifiera par la voie diplomatique à l'autre État contractant l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Le Protocole entrera en vigueur à la date de la deuxième de ces notifications et ses dispositions seront applicables :

— en matière fiscale pénale, à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole ; cette disposition concerne toute affaire fiscale faisant intervenir un acte intentionnel passible de poursuites judiciaires en vertu du droit pénal de la Partie requérante;

— dans toutes les autres matières fiscales, à compter de la date de l'entrée en vigueur du Protocole, mais uniquement en ce qui concerne les périodes imposables commençant à partir de cette date, ou, en l'absence de période imposable, à toutes les créances fiscales qui naissent à partir de cette date

Le gouvernement estime que le Protocole qui est soumis à assentiment offre une solution satisfaisante en ce qui concerne l'assistance administrative en matière fiscale entre la Belgique et l'Inde.

Le gouvernement propose, par conséquent, de donner rapidement un assentiment à ce Protocole afin qu'il puisse entrer en vigueur dans les plus brefs délais.

C. Nature du protocole additionnel sur le plan interne

Le Groupe de travail Traités mixtes a déclaré que ce traité mixte (État fédéral/Régions/Communautés) par sa décision du 02 mai 2018.

D. Avis de l'Autorité de protection

L'APD a rendu son avis le 12 juin 2024 et se réfère à l'avis standard n°65/2023 du 24 mars sur la rédaction de textes normatifs.

E. Commentaire des articles du décret d'assentiment

Article unique

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

PROTOCOL
TOT WIJZIGING VAN DE OVEREENKOMST EN
VAN HET PROTOCOL
TUSSEN
DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REGERING VAN DE REPUBLIEK INDIA
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING
EN TOT HET VOORKOMEN VAN HET ONTGAAN VAN BELASTING
INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN,
BEIDE ONDERTEKEND TE BRUSSEL OP 26 APRIL 1993.

PROTOCOL
TOT WIJZIGING VAN DE OVEREENKOMST EN
VAN HET PROTOCOL
TUSSEN
DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REGERING VAN DE REPUBLIEK INDIA
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING
EN TOT HET VOORKOMEN VAN HET ONTGAAN VAN BELASTING
INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN,
BEIDE ONDERTEKEND TE BRUSSEL OP 26 APRIL 1993.

HET KONINKRIJK BELGIË,
de Vlaamse Gemeenschap,
de Franse Gemeenschap,
de Duitstalige Gemeenschap,
het Vlaamse Gewest,
het Waalse Gewest,
en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
enerzijds,

EN

DE REPUBLIEK INDIA,
anderzijds,

WENSENDE een Protocol te sluiten (hierna het "Wijzigingsprotocol" genoemd) tot wijziging van de Overeenkomst en van het Protocol tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek India tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, beide ondertekend te Brussel op 26 april 1993 en in werking getreden op 1 oktober 1997 (hierna "de Overeenkomst" genoemd);

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1

1. Paragraaf 1, (d) van artikel 3 (Algemene bepalingen) van de Overeenkomst wordt opgeheven en vervangen door de volgende tekst:

"(d) betekent de uitdrukking "bevoegde autoriteit":

- in India, de *Central Government in the Ministry of Finance (Department of Revenue)* of de gemachtigde vertegenwoordiger daarvan, en
- in België, naargelang het geval, de Minister van Financiën van de federale Regering en/of van de Regering van een Gewest en/of van een Gemeenschap, of zijn bevoegde vertegenwoordiger;"

2. In artikel 3, paragraaf 1 van de Overeenkomst wordt na subparagraaf (j), de volgende subparagraaf (k) opgenomen:

"(k) betekent de uitdrukking "strafrechtelijke belastingaangelegenheden" belastingaangelegenheden waarbij sprake is van opzettelijke handelingen, verricht vóór of na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, die krachtens het strafrecht en/of het belastingrecht van de verzoekende Partij tot gerechtelijke vervolging kunnen leiden."

ARTIKEL 2

Artikel 26 (Uitwisseling van inlichtingen) van de Overeenkomst wordt opgeheven en vervangen door het volgende artikel:

"Artikel 26

Uitwisseling van inlichtingen

1. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten wisselen de inlichtingen uit (daaronder begrepen documenten of gewaarmerkte afschriften van de documenten) die naar verwachting relevant zullen zijn voor de uitvoering van de bepalingen van deze Overeenkomst of voor de toepassing of de tenuitvoerlegging van de nationale wetgeving met betrekking tot belastingen van elke soort en benaming die worden geheven ten behoeve van de overeenkomstsluitende Staten of van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan, voor zover de belastingheffing waarin die nationale wetgeving voorziet niet in strijd is met de Overeenkomst. De uitwisseling van inlichtingen wordt niet beperkt door de artikelen 1 en 2.
2. De door een overeenkomstsluitende Staat ingevolge paragraaf 1 verkregen inlichtingen worden op dezelfde wijze geheim gehouden als inlichtingen die onder de nationale wetgeving van die Staat zijn verkregen en worden alleen ter kennis gebracht van personen of autoriteiten (daaronder begrepen rechterlijke instanties en administratieve lichamen) die betrokken zijn bij de vestiging of invordering van de in paragraaf 1 bedoelde belastingen, bij de tenuitvoerlegging of vervolging ter zake van die belastingen, bij de beslissing in beroepszaken die betrekking hebben op die belastingen, of bij het toezicht daarop. Die personen of autoriteiten gebruiken die inlichtingen slechts voor die doeleinden. Zij mogen deze inlichtingen kenbaar maken tijdens openbare rechtszittingen of in rechterlijke beslissingen. Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, mogen de door een overeenkomstsluitende Staat verkregen inlichtingen voor andere doeleinden worden gebruikt indien ze overeenkomstig de wetgeving van beide Staten voor die andere doeleinden mogen

worden gebruikt en indien de bevoegde autoriteit van de Staat die de inlichtingen verstrekt, de toestemming geeft voor dat gebruik.

3. In geen geval mogen de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 aldus worden uitgelegd dat aan een overeenkomstsluitende Staat de verplichting wordt opgelegd:
 - a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
 - b) inlichtingen te verstrekken die niet verkrijgbaar zijn volgens de wetgeving of in de normale gang van de administratieve werkzaamheden van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat ;
 - c) inlichtingen te verstrekken die een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een handelswerkwijze zouden onthullen, dan wel inlichtingen waarvan het verstrekken in strijd zou zijn met de openbare orde.
4. Wanneer op basis van dit artikel door een overeenkomstsluitende Staat om inlichtingen is verzocht, gebruikt de andere overeenkomstsluitende Staat de middelen voor het verzamelen van inlichtingen waarover hij beschikt om de gevraagde inlichtingen te verkrijgen, zelfs al heeft die andere Staat die inlichtingen niet nodig voor zijn eigen belastingdoeleinden. De verplichting die in de vorige zin is vervat, is onderworpen aan de beperkingen waarin paragraaf 3 voorziet, maar die beperkingen mogen in geen geval aldus worden uitgelegd dat ze een overeenkomstsluitende Staat toestaan het verstrekken van inlichtingen te weigeren enkel omdat die Staat geen binnenlands belang heeft bij die inlichtingen.
5. In geen geval mogen de bepalingen van paragraaf 3 aldus worden uitgelegd dat ze een overeenkomstsluitende Staat toestaan om het verstrekken van inlichtingen te weigeren enkel omdat de inlichtingen in het bezit zijn van een bank, een andere financiële instelling, een gevolmachtigde of een persoon die werkzaam is in de hoedanigheid van een vertegenwoordiger of een vertrouwenspersoon of omdat de inlichtingen betrekking hebben op eigendomsbelangen in een persoon."

ARTIKEL 3

Artikel 27 (Invorderingsbijstand) van de Overeenkomst wordt opgeheven en vervangen door het volgende artikel:

"Artikel 27

Bijstand voor de invordering van de belastingen

1. De overeenkomstsluitende Staten verlenen elkaar bijstand voor de invordering van belastingvorderingen. Deze bijstand wordt niet beperkt door de artikelen 1 en 2. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen de wijze van toepassing van dit artikel in onderlinge overeenstemming regelen.

2. De uitdrukking "belastingvordering" zoals gebezigd in dit artikel, betekent een bedrag dat verschuldigd is met betrekking tot belastingen van elke soort en benaming die worden geheven ten behoeve van de overeenkomstsluitende Staten of van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan, voor zover de daarmee overeenstemmende belastingheffing niet in strijd is met deze Overeenkomst of met enig ander instrument waarbij de overeenkomstsluitende Staten partij zijn, alsmede de met dat bedrag verband houdende interest, administratieve boetes en kosten van invordering of van bewarende maatregelen.
3. Wanneer een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat ingevolge de wetgeving van die Staat voor tenuitvoerlegging vatbaar is en verschuldigd is door een persoon die op dat ogenblik op grond van de wetgeving van die Staat de invordering ervan niet kan beletten, aanvaardt de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat om die belastingvordering op verzoek van de bevoegde autoriteit van eerstgenoemde Staat in te vorderen. Die belastingvordering wordt door die andere Staat ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van zijn wetgeving die van toepassing zijn op het vlak van de tenuitvoerlegging en de invordering van zijn eigen belastingen alsof de desbetreffende vordering een belastingvordering van die andere Staat was.
4. Wanneer een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat een vordering is ter zake waarvan die Staat overeenkomstig zijn wetgeving bewarende maatregelen kan nemen om de invordering ervan te verzekeren, gaat de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat ermee akkoord om, op verzoek van de bevoegde autoriteit van eerstgenoemde Staat, ter zake van die belastingvordering bewarende maatregelen te nemen. Die andere Staat neemt ter zake van die belastingvordering bewarende maatregelen overeenkomstig de bepalingen van zijn wetgeving alsof de belastingvordering een belastingvordering van die andere Staat was, zelfs indien de belastingvordering in de eerstgenoemde Staat op het ogenblik waarop die maatregelen worden toegepast niet voor tenuitvoerlegging vatbaar is of verschuldigd is door een persoon die het recht heeft de invordering ervan te beletten.
5. De verjaringstermijnen en de voorrechten die overeenkomstig de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat van toepassing zijn op een belastingvordering wegens de aard van die vordering als zodanig, gelden niet voor een belastingvordering die door die Staat voor de toepassing van paragraaf 3 of 4 wordt aanvaard, dit niettegenstaande de bepalingen van voornoemde paragrafen. Ter zake van een belastingvordering die voor de toepassing van paragraaf 3 of 4 door een overeenkomstsluitende Staat wordt aanvaard, kan in die Staat bovendien geen enkel voorrecht worden verleend dat overeenkomstig de wetgeving van de andere overeenkomstsluitende Staat op die belastingvordering van toepassing zou zijn.
6. Procedures inzake het bestaan, de geldigheid of het bedrag van een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat, worden niet voorgelegd aan de rechterlijke instanties of administratieve lichamen van de andere overeenkomstsluitende Staat.
7. Wanneer een belastingvordering op enig tijdstip nadat door een overeenkomstsluitende Staat een verzoekschrift werd ingediend overeenkomstig paragraaf 3 of 4, en vooraleer de andere overeenkomstsluitende Staat de desbetreffende belastingvordering heeft ingevorderd en aan de eerstgenoemde Staat heeft overgemaakt, ophoudt

a) een belastingvordering te zijn van de eerstgenoemde Staat die overeenkomstig de wetgeving van die Staat vatbaar is voor tenuitvoerlegging en die verschuldigd is door een persoon die op dat ogenblik overeenkomstig de wetgeving van die Staat de invordering ervan niet kan beletten, (in het geval van een verzoekschrift overeenkomstig paragraaf 3), of

b) een belastingvordering te zijn van de eerstgenoemde Staat ter zake waarvan die Staat ingevolge zijn wetgeving bewarende maatregelen mag nemen om de invordering ervan te verzekeren (in het geval van een verzoekschrift overeenkomstig paragraaf 4),

brengt de bevoegde autoriteit van de eerstgenoemde Staat de bevoegde autoriteit van de andere Staat hiervan onmiddellijk op de hoogte en, naar keuze van de andere Staat, schorst de eerstgenoemde Staat zijn verzoekschrift of trekt het in.

8. In geen geval mogen de bepalingen van dit artikel aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat de verplichting opleggen :

a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;

b) maatregelen te nemen die in strijd zouden zijn met de openbare orde ;

c) bijstand te verlenen indien de andere overeenkomstsluitende Staat niet alle redelijke invorderings- of bewarende maatregelen, naar het geval, heeft genomen waarover die Staat overeenkomstig zijn wetgeving of zijn administratieve praktijk beschikt;

d) bijstand te verlenen in de gevallen waar de administratieve last die er voor die Staat uit voortvloeit duidelijk niet in verhouding staat tot het voordeel dat er door de andere overeenkomstsluitende Staat uit kan worden behaald."

ARTIKEL 4

1. De Regeringen van de overeenkomstsluitende Staten stellen elkaar langs diplomatieke weg ervan in kennis dat voldaan is aan alle wettelijke vereisten en procedures om uitwerking te geven aan dit Wijzigingsprotocol.

2. Het Wijzigingsprotocol, dat een integrerend deel van de Overeenkomst uitmaakt, zal in werking treden op de datum van de laatste van de in paragraaf 1 bedoelde kennisgevingen en de bepalingen ervan zullen van toepassing zijn:

a) wat strafrechtelijke belastingaangelegenheden betreft, op die datum; en

- b) wat alle andere aangelegenheden betreft waarop artikelen 1, 2 en 3 van toepassing zijn: op die datum, doch alleen met betrekking tot belastbare tijdperken die aanvangen op of na die datum, of, indien er geen belastbaar tijdperk is, op alle belastingvorderingen die op of na die datum ontstaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Wijzigingsprotocol hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te New Delhi, op 9 maart 2017....., in de Hindi-, Franse, Nederlandse en Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil tussen de teksten is de Engelse tekst van toepassing.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

Voor de Vlaamse Gemeenschap:

Voor de Franse Gemeenschap:

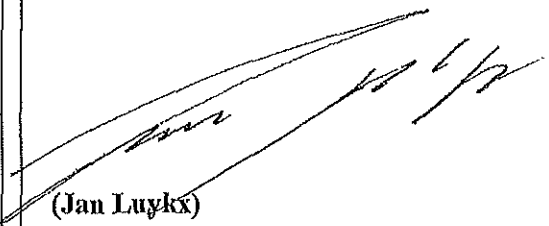
Voor de Duitstalige Gemeenschap:

Voor het Vlaamse Gewest:

Voor het Waalse Gewest:

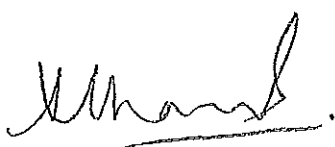
Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

VOOR DE REPUBLIEK INDIA:



(Jan Luykx)

Ambassadeur van België in India



(Sushil Chandra)

Voorzitter, Central Board of Direct Taxes

PROTOCOLE
MODIFIANT LA CONVENTION ET LE PROTOCOLE
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE
TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION
ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU,
SIGNES A BRUXELLES LE 26 AVRIL 1993

PROTOCOLE
MODIFIANT LA CONVENTION ET LE PROTOCOLE
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE
TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION
ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU,
SIGNES A BRUXELLES LE 26 AVRIL 1993

LE ROYAUME DE BELGIQUE,
la Communauté flamande,
la Communauté française,
la Communauté germanophone,
la Région flamande,
la Région wallonne,
et la Région de Bruxelles-Capitale,
d'une part,

ET

LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE,
d'autre part,

DÉSIREUX de conclure un Protocole (ci-après dénommé le « Protocole modificatif ») modifiant la Convention et le Protocole entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signés à Bruxelles le 26 avril 1993 et entrés en vigueur le 1^{er} octobre 1997 (ci-après dénommés la « Convention ») ;

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES:

ARTICLE 1

1. L'article 3 (Définitions générales), paragraphe 1, (d) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit:

«(d) l'expression "autorité compétente" désigne :

- en ce qui concerne l'Inde, le *Central Government in the Ministry of Finance (Department of Revenue)* ou son représentant autorisé, et
- en ce qui concerne la Belgique, suivant le cas, le Ministre des Finances du Gouvernement fédéral et/ou du Gouvernement d'une Région et/ou d'une Communauté, ou son représentant autorisé; »

2. Le sous-paragraphe (k) suivant est inséré après le sous-paragraphe (j) de l'article 3, paragraphe 1 de la Convention :

« (k) l'expression « en matière fiscale pénale » désigne toute affaire fiscale faisant intervenir un acte intentionnel, avant ou après l'entrée en vigueur de la présente Convention, qui est passible de poursuites en vertu du droit pénal et/ou du droit fiscal de la Partie requérante. »

ARTICLE 2

L'article 26 (Echange de renseignements) de la Convention est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Article 26

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements (y compris des documents ou copies certifiées de documents) qui sont vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1^{er} et 2.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux Etats l'autorise et si l'autorité compétente de l'Etat qui fournit ces renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. Les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne. »

ARTICLE 3

L'article 27 (Aide et assistance au recouvrement) de la Convention est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Article 27

Assistance en matière de recouvrement des impôts

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par les articles 1^{er} et 2. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent article.
2. L'expression « créance fiscale » employée dans le présent article désigne une somme due au titre d'impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou collectivités locales, dans la mesure où l'imposition correspondante n'est pas contraire à la présente Convention ou à tout autre instrument auquel ces Etats contractants sont parties, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de mesures conservatoires afférents à ces impôts.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de cette législation, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat, acceptée en vue de son recouvrement par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.
4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat, acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat prend des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet Etat aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.
6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organes administratifs de l'autre Etat contractant.
7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande ait été formulée par un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat contractant ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat, cette créance fiscale cesse d'être
 - a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat qui est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu de la législation de cet Etat, empêcher son recouvrement, ou
 - b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement,

L'autorité compétente du premier Etat notifie promptement ce fait à l'autorité compétente de l'autre Etat et le premier Etat, au choix de l'autre Etat, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
 - b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public;
 - c) de prêter assistance si l'autre Etat contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative;

- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant. »

ARTICLE 4

1. Chacun des Gouvernements des Etats contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, qu'il a été satisfait à toutes les conditions et procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur du présent Protocole modificatif.
2. Le Protocole modificatif, qui fait partie intégrante de la Convention, entrera en vigueur à la date de la seconde des notifications mentionnées au paragraphe 1^{er} et ses dispositions seront applicables:
 - a) en matière fiscale pénale, à cette date; et
 - b) pour toutes les autres questions visées aux articles 1, 2 et 3, à cette date, mais seulement en ce qui concerne les périodes imposables commençant à partir de cette date ou, à défaut de période imposable, toutes les impositions prenant naissance à partir de cette date.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole modificatif.

FAIT à New Delhi, le 9 mars 2017, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise, anglaise et Hindi, les quatre textes faisant également foi. En cas de divergence entre les textes, le texte anglais s'appliquera.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

Pour la Communauté flamande:

Pour la Communauté française:

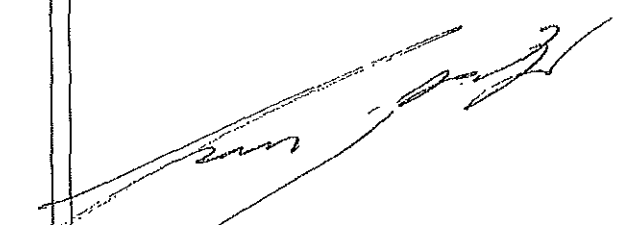
Pour la Communauté germanophone:

Pour la Région flamande:

Pour la Région wallonne:

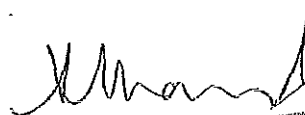
Pour la Région de Bruxelles-Capitale:

POUR LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE:



(Jan Luyckx)

Ambassadeur de Belgique en Inde



(Sushil Chandra)

Président, Central Board of Direct Taxes

PROTOCOL
AMENDING THE AGREEMENT AND THE PROTOCOL
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF INDIA
FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION
AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME,
WHICH WERE SIGNED AT BRUSSELS ON 26TH APRIL 1993.

**PROTOCOL
AMENDING THE AGREEMENT AND THE PROTOCOL
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF INDIA
FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION
AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME,
WHICH WERE SIGNED AT BRUSSELS ON 26TH APRIL 1993.**

THE KINGDOM OF BELGIUM,
the Flemish Community,
the French Community,
the German-speaking Community,
the Flemish Region,
the Walloon Region,
and the Brussels-Capital Region,
on the one hand,

AND

THE REPUBLIC OF INDIA,
on the other hand,

DESIRING to conclude a Protocol (hereinafter referred to as "Amending Protocol") amending the Agreement and the Protocol between the Government of the Kingdom of Belgium and the Government of the Republic of India for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income, which were signed at Brussels on 26th April, 1993 and which entered into force on 1st October, 1997 (hereinafter referred to as "the Agreement");

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

1. Paragraph 1, (d) of Article 3 (General definitions) of the Agreement shall be deleted and replaced by the following:

“(d) the term “competent authority” means:

- in the case of India, the Central Government in the Ministry of Finance (Department of Revenue) or their authorised representative, and
- in the case of Belgium, as the case may be, the Minister of Finance of the federal Government and/or of the Government of a Region and/or of a Community, or his authorised representative;”

2. The following sub-paragraph (k) shall be inserted after sub-paragraph (j) of paragraph 1 of Article 3 of the Agreement :

“(k) the term “criminal tax matters” means tax matters involving intentional conduct, whether before or after the entry into force of this Agreement, which is liable to prosecution under the criminal laws and/or the tax laws of the applicant Party.”

ARTICLE 2

Article 26 (Exchange of Information) of the Agreement shall be deleted and replaced by the following Article:

“Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information (including documents or certified copies of the documents) as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
 - c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).
4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.
5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person."

ARTICLE 3

Article 27 (Aid and Assistance in Recovery) of the Agreement shall be deleted and replaced by the following Article:

"Article 27

Assistance in the Collection of Taxes

1. The Contracting States shall lend assistance to each other in the collection of revenue claims. This assistance is not restricted by Articles 1 and 2. The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of this Article.
2. The term "revenue claim" as used in this Article means an amount owed in respect of taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention or any other instrument to which the Contracting States are parties, together with interest, administrative penalties and costs of collection or conservancy related to such amount.

3. When a revenue claim of a Contracting State is enforceable under the laws of that State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that State, prevent its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that State, be accepted for purposes of collection by the competent authority of the other Contracting State. That revenue claim shall be collected by that other State in accordance with the provisions of its laws applicable to the enforcement and collection of its own taxes as if the revenue claim were a revenue claim of that other State.
4. When a revenue claim of a Contracting State is a claim in respect of which that State may, under its law, take measures of conservancy with a view to ensure its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that State, be accepted for purposes of taking measures of conservancy by the competent authority of the other Contracting State. That other State shall take measures of conservancy in respect of that revenue claim in accordance with the provisions of its laws as if the revenue claim were a revenue claim of that other State even if, at the time when such measures are applied, the revenue claim is not enforceable in the first-mentioned State or is owed by a person who has a right to prevent its collection.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 3 and 4, a revenue claim accepted by a Contracting State for purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that State, be subject to the time limits or accorded any priority applicable to a revenue claim under the laws of that State by reason of its nature as such. In addition, a revenue claim accepted by a Contracting State for the purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that State, have any priority applicable to that revenue claim under the laws of the other Contracting State.
6. Proceedings with respect to the existence, validity or amount of a revenue claim of a Contracting State shall not be brought before the courts or administrative bodies of the other Contracting State.
7. Where, at any time after a request has been made by a Contracting State under paragraph 3 or 4 and before the other Contracting State has collected and remitted the relevant revenue claim to the first-mentioned State, the relevant revenue claim ceases to be
 - a) in the case of a request under paragraph 3, a revenue claim of the first-mentioned State that is enforceable under the laws of that State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that State, prevent its collection, or
 - b) in the case of a request under paragraph 4, a revenue claim of the first-mentioned State in respect of which that State may, under its laws, take measures of conservancy with a view to ensure its collection,the competent authority of the first-mentioned State shall promptly notify the competent authority of the other State of that fact and, at the option of the other State, the first-mentioned State shall either suspend or withdraw its request.
8. In no case shall the provisions of this Article be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - b) to carry out measures which would be contrary to public policy (ordre public);

- c) to provide assistance if the other Contracting State has not pursued all reasonable measures of collection or conservancy, as the case may be, available under its laws or administrative practice;
- d) to provide assistance in those cases where the administrative burden for that State is clearly disproportionate to the benefit to be derived by the other Contracting State."

ARTICLE 4

1. The Governments of the Contracting States shall notify each other through diplomatic channels that all legal requirements and procedures for giving effect to this Amending Protocol have been satisfied.
2. The Amending Protocol, which shall form an integral part of the Agreement, shall enter into force on the date of the later of the notifications referred to in paragraph 1 and its provisions shall have effect :
 - a) for criminal tax matters, on that date; and
 - b) for all other matters covered in Articles 1, 2 and 3, on that date, but only in respect of taxable periods beginning on or after that date or, where there is no taxable period, all charges to tax arising on or after that date.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Amending Protocol.

DONE in duplicate at New Delhi this 9th day of March 2017..... in the Hindi, French, Dutch and English languages, all texts being equally authentic. In case of divergence between the texts, the English text shall be the operative one.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

For the Flemish Community:

For the French Community:

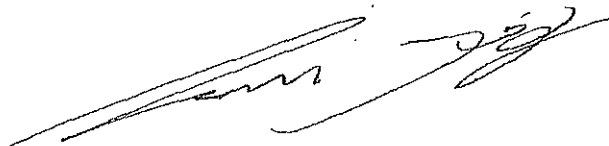
For the German-speaking Community:

For the Flemish Region:

For the Walloon Region:

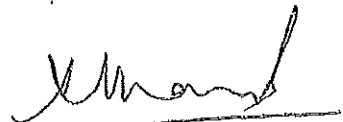
For the Brussels-Capital Region:

FOR THE REPUBLIC OF INDIA:



(Jan Luykx)

Ambassador of Belgium to India



(Sushil Chandra)

Chairman, Central Board of Direct Taxes

प्रोटोकॉल

आय पर करों के संबंध में दोहरे कराधान के परिहार

तथा वित्तीय अपवंचन को रोकने के लिए

बेल्जियम साम्राज्य की सरकार

तथा

भारत गणराज्य की सरकार के बीच

करार और प्रोटोकॉल, जिस पर

ब्रुसेल्स में 26 अप्रैल, 1993 को हस्ताक्षर किये गये थे,

को संशोधित करने वाला प्रोटोकॉल।

प्रोटोकॉल
आय पर करों के संबंध में दोहरे कराधान के परिहार
तथा वित्तीय अपवंचन को रोकने के लिए
बेल्जियम साम्राज्य की सरकार
तथा
भारत गणराज्य की सरकार के बीच करार और प्रोटोकॉल,
जिस पर ब्रुसेल्स में 26 अप्रैल, 1993 को हस्ताक्षर किये गये थे,
को संशोधित करने वाला प्रोटोकॉल।

बेल्जियम साम्राज्य,
फ्लेमिश समुदाय,
फ्रेंच समुदाय,
जर्मन-भाषी समुदाय,
फ्लेमिश क्षेत्र,
वालून क्षेत्र,
ब्रुसेल्स-राजधानी क्षेत्र,
एक ओर,

और
भारत गणराज्य,
दूसरी ओर,

आय पर करों के संबंध में दोहरे कराधान के परिहार तथा वित्तीय अपवंचन को रोकने के लिए
बेल्जियम साम्राज्य की सरकार तथा भारत गणराज्य की सरकार के बीच करार तथा प्रोटोकॉल, जिस पर
ब्रुसेल्स में 26 अप्रैल, 1993 को हस्ताक्षर किये गये थे और जो 1 अक्टूबर, 1997 को प्रभावी हुआ था
(इसके बाद इसे "करार" कहा गया है) को संशोधित करने के लिए एक प्रोटोकॉल (इसके बाद इसे
"संशोधनकारी प्रोटोकॉल" कहा गया है) निष्पन्न करने की इच्छा से;

इस प्रकार सहमत हुए हैं:

अनुच्छेद 1

1. इस करार के अनुच्छेद 3 (सामान्य परिभाषाएं) के पैरा 1, (घ) का लोप किया जाएगा और निम्नलिखित से प्रतिस्थापित किया जाएगा:

“(घ) “सक्षम प्राधिकारी” शब्द से अभिप्रेत है:

- बेल्जियम के मामले में, जैसा भी मामला हो, संघीय सरकार के वित्त मंत्री तथा/अथवा किसी क्षेत्र तथा/अथवा समुदाय की सरकार, अथवा उसका प्राधिकृत प्रतिनिधि;”
- भारत के मामले में, वित्त मंत्रालय (राजस्व विभाग), केन्द्र सरकार अथवा उनके प्राधिकृत प्रतिनिधि, और

2. इस करार के अनुच्छेद 3 के पैराग्राफ 1 के उप पैरा (ज) के बाद निम्नलिखित उप-पैरा (ट) जोड़ा जायेगा:

“(ट) पद “आपराधिक कर मामलों” का तात्पर्य जानबूझ कर किए आचार से संबंधित मामले हैं, चाहे उन्हें इस समझौते के प्रवृत्त होने से पूर्व अथवा बाद में किया गया हो, जिन पर आवेदक पक्ष के आपराधिक कानूनों तथा/अथवा कर विधानों के अंतर्गत मुकदमा चलाया जाना हो।”

अनुच्छेद 2

इस करार के अनुच्छेद 26 (सूचनाओं का आदान-प्रदान) का लोप कर दिया जाएगा और उसे निम्नलिखित अनुच्छेद से प्रतिस्थापित किया जाएगा:

“अनुच्छेद 26

सूचनाओं का आदान-प्रदान

1. संविदाकारी राज्यों के सक्षम प्राधिकारी ऐसी सूचना (दस्तावेजों अथवा दस्तावेजों की अधिप्रमाणित प्रतियों सहित) का आदान-प्रदान करेंगे जो कि इस करार के उपबंधों को अथवा संविदाकारी राज्यों अथवा उनके राजनैतिक उप-प्रभागों अथवा स्थानीय प्राधिकरणों की ओर से लगाए गए प्रत्येक प्रकार एवं विवरण के करों के संबंध में घरेलू कानूनों के प्रशासन अथवा प्रवर्तन को क्रियान्वित करने के लिए अनुमानतः संगत हैं, जहां तक कि उनके अधीन कराधान व्यवस्था इस करार के प्रतिकूल नहीं है। सूचना का आदान-प्रदान अनुच्छेद 1 और 2 द्वारा प्रतिबंधित नहीं है।
2. संविदाकारी राज्य द्वारा पैराग्राफ 1 के अंतर्गत प्राप्त की गई कोई सूचना उस राज्य के आंतरिक कानूनों के अंतर्गत प्राप्त सूचना के समान ही गुप्त समझी जाएगी और उसे केवल उन व्यक्तियों अथवा प्राधिकारियों (न्यायालय और प्रशासनिक निकाय शामिल हैं) को प्रकट किया जाएगा, जो पैराग्राफ 1 में उल्लिखित करों के संबंध में करों के निर्धारण अथवा उनकी वसूली करने, उनके प्रवर्तन अथवा अभियोजन के संबंध में अपीलों का निर्धारण करने या उपर्युक्त की चूक से संबद्ध हो। ऐसे व्यक्ति या प्राधिकारी सूचना का उपयोग केवल ऐसे ही प्रयोजन के लिए करेंगे। वे इस सूचना को सार्वजनिक न्यायालय की कार्यवाहियों अथवा न्यायिक निर्णयों में प्रकट कर सकेंगे। भले ही पूर्वोक्त सूचनाओं में कुछ भी कहा गया हो, संविदाकारी राज्य द्वारा प्राप्त की गई सूचनाएं दूसरे प्रयोजनों के लिए प्रयोग की जा सकती हैं, जब ऐसी सूचनाओं का प्रयोग दोनों राज्यों के कानूनों के तहत ऐसे अन्य प्रयोजनों के लिए किया जा सकता हो तथा ऐसे प्रयोग के लिए आपूर्तिकर्ता राज्य के सक्षम प्राधिकारी ने प्राधिकृत किया हो।
3. किसी भी स्थिति में पैराग्राफ 1 और 2 के उपबंधों का अर्थ किसी संविदाकारी राज्य पर निम्नलिखित दायित्व डालना नहीं होगा:
 - क) उस अथवा दूसरे संविदाकारी राज्य के कानूनों और प्रशासनिक प्रथा से हटकर प्रशासनिक उपाय करना;
 - ख) ऐसी सूचनाओं की आपूर्ति करना जो उस अथवा दूसरे संविदाकारी राज्य के कानूनों के अंतर्गत अथवा प्रशासन की सामान्य स्थिति में प्राप्य नहीं है;
 - ग) ऐसी सूचना की सप्लाई करना जिससे कोई व्यापार, कारोबार, औद्योगिक, वाणिज्यिक अथवा व्यावसायिक भेद अथवा व्यापार प्रक्रिया अथवा सूचना प्रकट होती हो, जिसको प्रकट करना सार्वजनिक नीति के प्रतिकूल हो (आर्डर पब्लिक)।

4. इस अनुच्छेद के अनुसरण में यदि किसी संविदाकारी राज्य द्वारा किसी जानकारी को प्राप्त करने के लिए अनुरोध किया जाता है तो दूसरा संविदाकारी राज्य अनुरोध की गई जानकारी को प्राप्त करने के लिए अपनी सूचना एकत्र करने वाले उपायों का उपयोग करेगा, चाहे दूसरे राज्य को अपने स्वयं के कर प्रयोजनों के लिए ऐसी सूचना की कोई आवश्यकता न हो। पिछले वाक्य में अन्तर्निहित दायित्व पैराग्राफ 3 की सीमाओं के अधीन है, किन्तु किसी भी स्थिति में ऐसी सीमाओं का यह अर्थ नहीं होगा कि संविदाकारी राज्य केवल इसलिए सूचना की आपूर्ति करने से मना करते हैं कि ऐसी सूचना में उसका कोई आंतरिक हित नहीं है।
5. किसी भी स्थिति में पैराग्राफ 3 के उपबंधों का अर्थ केवल इसलिए सूचना की आपूर्ति करने से मना करने के लिए किसी संविदाकारी राज्य को अनुमति देने के लिए नहीं लगाया जाएगा कि सूचना किसी बैंक, अन्य वित्तीय संस्थान, किसी एजेंसी या किसी न्यासी क्षमता में कार्यरत नामिती या व्यक्ति के पास है या यह किसी व्यक्ति के स्वामित्व हित से संबंधित है।"

अनुच्छेद 3

इस करार के अनुच्छेद 27 (वसूली में सहारा और सहायता) को हटाया जाएगा और निम्नलिखित अनुच्छेद से प्रतिस्थापित किया जाएगा:

अनुच्छेद 27

करों के संग्रहण में सहायता

1. संविदाकारी राज्य राजस्व दावों की वसूली में एक दूसरे को सहायता देंगे। यह सहायता अनुच्छेद 1 और 2 द्वारा प्रतिबंधित नहीं है। संविदाकारी राज्यों के सक्षम प्राधिकारी इस अनुच्छेद के अनुप्रयोग की विधि परस्पर सहमति द्वारा तय कर सकते हैं।
2. इस अनुच्छेद में यथा प्रयुक्त शब्द "राजस्व दावा" का तात्पर्य संविदाकारी राज्यों, अथवा उनके राजनीतिक उप-प्रभागों अथवा स्थानीय प्राधिकरणों की ओर से लगाए गए सभी किस्म के करों और विवरण से है जिनमें ऐसी राशि से सम्बंधित ब्याज़, प्रशासनिक दण्ड एवं वसूली अथवा संरक्षण पर लागत शामिल हैं, जहां तक उनके अंतर्गत कराधान व्यवस्था इस अभिसमय अथवा किसी अन्य साधन जिसके संविदाकारी राज्य पक्ष हैं, इसके विपरीत न हो।
3. जब किसी संविदाकारी राज्य का राजस्व दावा उस राज्य के कानूनों के अंतर्गत प्रवर्तनीय होता है और यह किसी व्यक्ति द्वारा देय होता है जो उस समय उस राज्य के कानूनों के अंतर्गत इसकी वसूली को रोक नहीं सकता, तब उस राजस्व दावे को उस राज्य के सक्षम प्राधिकारी के अनुरोध

पर दूसरे संविदाकारी राज्य के सक्षम प्राधिकारियों द्वारा वसूली के प्रयोजनार्थ स्वीकार किया जाएगा। उस राजस्व दावे को उस राज्य द्वारा अपने स्वयं के करों के प्रवर्तन और वसूली, मानो कि राजस्व दावा उस दूसरे राज्य का राजस्व दावा था, के लिए प्रयोज्य इसके कानूनों के उपबंधों के अनुसार उस दूसरे संविदाकारी राज्य द्वारा वसूल किया जाएगा।

4. जब किसी संविदाकारी राज्य का राजस्व दावा वह दावा है जिसके संबंध में वह राज्य, अपने कानून के अंतर्गत, इसकी वसूली को सुनिश्चित करने के लिए संरक्षण के उपाय करता है, तब उस राजस्व दावे को उस राज्य के सक्षम प्राधिकारी के अनुरोध पर दूसरे संविदाकारी राज्य के सक्षम प्राधिकारी द्वारा संरक्षण के उपाय करने के प्रयोजनार्थ स्वीकार कर लिया जाएगा। वह दूसरा राज्य उस राजस्व दावे के संबंध में अपने कानूनों के उपबंधों के अनुसार संरक्षण के उपाय करेगा, मानो कि राजस्व दावे उस दूसरे राज्य के राजस्व दावे हों, यहां तक कि जब ऐसे उपायों का प्रयोग किया जाता है, राजस्व दावा प्रथमोल्लिखित राज्य में प्रवर्तनीय नहीं है अथवा उस व्यक्ति द्वारा देय है जिसे उसकी वसूली रोकने का अधिकार है।
5. पैराग्राफ 3 और 4 के प्रावधानों के होते हुए भी पैराग्राफ 3 अथवा 4 के प्रयोजनार्थ किसी संविदाकारी राज्य द्वारा स्वीकार किया गया दावा उस राज्य में किसी समय सीमा के अध्यधीन नहीं होगा अथवा उसी रूप में उसे इसके स्वरूप के कारण उस राज्य के कानूनों के अंतर्गत किसी राजस्व दावे के प्रयोज्य कोई प्राथमिकता नहीं दी जाएगी। इसके अलावा, पैराग्राफ 3 अथवा 4 के प्रयोजनार्थ किसी संविदाकारी राज्य द्वारा स्वीकार किए गए राजस्व दावे को उस राज्य में दूसरे संविदाकारी राज्य के कानूनों के अंतर्गत उस राजस्व दावे के प्रयोज्य कोई प्राथमिकता नहीं होगी।
6. किसी संविदाकारी राज्य के राजस्व दावे के अस्तित्व, वैधता अथवा राशि के संबंध में कार्यवाही को किसी दूसरे संविदाकारी राज्य के न्यायालयों अथवा प्रशासनिक निकायों के समक्ष नहीं लाया जाएगा।
7. जहां पैराग्राफ 3 अथवा 4 के तहत किसी संविदाकारी राज्य द्वारा अनुरोध किए जाने के पश्चात् किसी समय और दूसरे संविदाकारी राज्य द्वारा संबंधित राजस्व दावे को वसूल करने और प्रथमोल्लिखित राज्य में प्रेषित करने से पहले संबंधित राजस्व दावा वहां निम्नलिखित के संबंध में समाप्त हो जाएगा :
 - क) पैराग्राफ 3 के अंतर्गत अनुरोध के मामले में, प्रथमोल्लिखित राज्य का कोई राजस्व दावा जो उस राज्य के कानूनों के तहत प्रवर्तनीय है और ऐसे व्यक्ति द्वारा देय है जो उस समय उस राज्य के कानूनों के अंतर्गत इसकी वसूली रोक नहीं सकता; अथवा

ख) पैरा 4 के अंतर्गत किए गए अनुरोध के मामले में, प्रथम-उल्लिखित सरकार की ऐसी राजस्व हकदारी जिसके संबंध वह सरकार, अपने कानूनों के अंतर्गत उसका संग्रहण सुनिश्चित करने के लिए बचाव हेतु उपाय करती है तो, प्रथम-उल्लिखित सरकार का सक्षम प्राधिकारी इस तथ्य के संबंध में दूसरी सरकार के सक्षम प्राधिकारी को तत्परता से सूचित करेगा तथा, दूसरी सरकार के विकल्प पर; प्रथम- उल्लिखित सरकार अपने अनुरोध को या तो निलंबित कर देगी या वापस ले लेगी।

8. इस अनुच्छेद के किसी भी प्रावधान का अर्थ दोनों में से किसी संविदाकारी राज्य पर निम्नलिखित के लिए बाध्यता लागू करना नहीं लगाया जाएगा:

- क) उस अथवा दूसरे संविदाकारी राज्य के कानूनों और प्रशासनिक प्रथा से हटकर प्रशासनिक उपाय करना;
- ख) ऐसे उपाय करना जो लोक नीति (ऑर्डर पब्लिक) के विपरीत हों;
- ग) सहायता प्रदान करना यदि दूसरे संविदाकारी राज्य ने इसके कानूनों अथवा प्रशासनिक प्रथा के अंतर्गत उपलब्ध वसूली अथवा संरक्षण, जैसा भी मामला हो, के सभी समुचित उपायों को न किया हो;
- घ) उन मामलों में सहायता प्रदान करना जहां उस राज्य के लिए प्रशासनिक बोझ दूसरे संविदाकारी राज्य द्वारा उद्भूत किए जाने वाले लाभ से स्पष्ट रूप से अनुपातहीन हो।”

अनुच्छेद 4

1. संविदाकारी राज्यों की सरकारें एक दूसरे को राजनयिक माध्यमों के जरिए अधिसूचित करेंगे कि इस संशोधनकारी प्रोटोकॉल को लागू करने के लिए सभी कानूनी अपेक्षाएं एवं क्रियाविधियां पूरी कर ली गयी हैं।

2. यह संशोधनकारी प्रोटोकॉल, जो इस करार का अभिन्न अंग होगा, पैराग्राफ 1 में उल्लिखित अधिसूचनाओं में से बाद वाली अधिसूचना की तारीख को प्रवृत्त होगा, तथा इसके प्रावधान निम्नलिखित पर प्रभावी होंगे:

- क) उस तारीख को, आपराधिक कर मामलों के लिए; और

ख) उस तारीख को अनुच्छेद 1, 2 तथा 3 में शामिल अन्य सभी मामलों के लिए, परन्तु केवल उस कराधेय अवधि के सम्बंध में जो उस तारीख अथवा उसके बाद आरंभ होती हो, अथवा ऐसे मामले जिनमें कोई कराधेय अवधि नहीं हो, उस तारीख को अथवा उसके बाद उत्पन्न सभी कर प्रभारों के संबंध में।

जिसके साक्ष्य में अपनी संबंधित सरकारों द्वारा इसके लिए विधिवत रूप से प्राधिकृत होकर, अधोहस्ताक्षरी ने इस संशोधनकारी प्रोटोकॉल पर हस्ताक्षर किए।

नई दिल्ली में 9 मार्च, 2017 तारीख को फ्रेंच, डच, हिन्दी और अंग्रेजी भाषाओं में दो प्रतियों में निष्पादित, सभी पाठ समान रूप से प्रामाणिक। पाठों के बीच भिन्नता की स्थिति में, अंग्रेजी पाठ प्रवर्तनशील होगा।

बेल्जियम साम्राज्य के लिए:
फ्लेमिश समुदाय के लिए:
फ्रेंच समुदाय के लिए:
जर्मन-भाषी समुदाय के लिए:
फ्लेमिश क्षेत्र के लिए:
वालून क्षेत्र के लिए:
ब्रुसेल्स-राजधानी क्षेत्र के लिए:

भारत गणराज्य के लिए:

(यन लक्स)

भारत में बेल्जियम के राजदूत



(सुशील चंद्रा)

अध्यक्ष, केंद्रीय प्रत्यक्ष कर बोर्ड



COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles,
Brussel.

15 JAN. 2019

Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België